

« *Quelle monnaies pour quel modèle de société ?* »

Monnaie contributive - monnaie productive Des opposées complémentaires indissociables

Fiche de lecture de la « [Théorie QUALITATIVE de la monnaie](http://s298243136.onlinehome.fr/dotclear/public/theorie_qualitative_de_la_monnaie_paris_11_23.pdf) » - lundi 5 février 2024

http://s298243136.onlinehome.fr/dotclear/public/theorie_qualitative_de_la_monnaie_paris_11_23.pdf

Contexte

Chaque civilisation gère sa monnaie en fonction de ses priorités.

L'Europe entre dans l'ère postindustrielle. La création de valeur ne nécessite plus de main-d'œuvre abondante et soumise, mais du cerveau d'œuvre sélectif et au plus haut de son potentiel. Son **patrimoine humain** et **environnemental** devient la nouvelle forme de richesse vitale, en complément des richesses antérieures et par ordre d'émergence : la spiritualité, le territoire, le capitalisme et à présent l'espace numérique.

Cette évolution nous amène à repenser notre pacte social et donc notre monnaie.

La « théorie QUALITATIVE de la monnaie » propose une monnaie duale, conçue pour mettre en synergie :

- **L'économie productive** qui est dédiée à la satisfaction des besoins primaires des individus,
- **L'économie contributive** qui est dédiée au développement de la qualité du vivre ensemble.

Ces deux formes de créations de valeur sont complémentaires, mais ont des comportements économiques radicalement différents. Il faut donc faire cohabiter deux monnaies aux logiques spécifiques et pourtant liées. Leur mise en synergie permet :

- **De la stabilité** en mettant fin à la dépendance à la dette pour ce qui concerne le financement du bien commun,
- **Du réalisme** en mettant en synergie les deux formes de créations de valeur de l'activité humaine :
 - Celles dédiées aux besoins primaires : qui se déprécie à l'usage ou avec le temps, mais qui ont une métrique,
 - Celles dédiées au développement du bien commun : qui se bonifient avec le temps et qui n'ont pas de métrique.

Obsolescence du système monétaire actuel face à la mutation en cours

Le système actuel favorise les entrepreneurs par qui advient le progrès. Ils peuvent s'enrichir autant qu'ils le peuvent, mais en contrepartie, la communauté attend d'eux qu'ils donnent un emploi au plus grand nombre et qu'ils génèrent de la taxation.

La monnaie est injectée dans le système lorsqu'une initiative est à financer. C'est la « monnaie dette » : l'emprunteur rembourse les sommes prêtées ainsi que les intérêts et les assurances. Cette économie est basée sur le « **toujours plus** ».

Elle devient nuisible pour les civilisations qui entrent dans l'ère de la rationalisation : « **faire mieux avec moins** ». C'est le cas de l'Europe.

Cette évolution nécessite de l'accumulation de savoirs et de talents qui sont créés dans l'espace contributif, à savoir :

- La famille,
- Le savoir, la culture, l'innovation,
- La démocratie et l'engagement,
- La spiritualité,
- **Les résolutions de conflits :**
 - Sanitaires,
 - Juridiques,
 - Environnementaux.

Pourquoi opérer cette mutation ?

La rationalisation a pour effet de réduire considérablement les tâches allouées à la classe moyenne ce qui menace l'économie, la démocratie ainsi que la vie sociale et environnementale.

L'urgence consiste à **réorienter le temps libéré par la rationalisation vers les tâches contributives**, mais en se donnant les moyens de les récompenser car ces tâches sont la source principale de la compétitivité.

Pourquoi et comment faire fonctionner une monnaie duale ?

La proposition consiste à injecter la monnaie non plus seulement en faveur des entrepreneurs, mais aussi en faveur de la préservation du patrimoine humain à travers un revenu calé sur **les dépenses contraintes**. Il est accordé aux citoyens, en contrepartie de leur engagement dans l'économie contributive.

Cette monnaie est attribuée mensuellement sous forme de **monnaies fléchées** et **fondante**, ce que nous savons faire à présent avec les monnaies numériques.

Le volume émis dépend de la richesse productive créée et du profil de chaque bénéficiaire. Les sommes attribuées sont gérées localement par des instances hautement démocratiques.

Les citoyens sont incités à compléter ce revenu dans l'économie productive qui fonctionne comme le modèle actuel si ce n'est que les emprunts dédiés aux investissements sont placés sous contrôle démocratique.

La régulation de la monnaie en circulation se fait à travers l'impôt.

Plus de détails : Chapitre « Imaginons cette monnaie » - page 53.